



Politiques publiques et économie informelle en Tunisie

Introduction

L'économie informelle occupe une place centrale dans le paysage socio-économique tunisien. Elle constitue un moteur de survie pour une grande partie de la population, tout en représentant un défi majeur pour la gouvernance, la croissance économique et la justice sociale.

La montée de l'informalité est le résultat d'un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels qui ont façonné le comportement des acteurs économiques et influencé les capacités de l'État à réguler efficacement les activités productives. Ce policy brief propose une analyse approfondie des causes de cette expansion, examine les limites des politiques publiques actuelles et avance des pistes de réforme pour une transition progressive vers une économie plus formelle et inclusive.

I Contexte et dynamique de l'économie informelle

L'analyse de l'économie informelle soulève dès le départ un double enjeu: déterminer précisément ce que recouvre cette notion et comprendre comment la mesurer. Après des années de débats et d'ajustements conceptuels, la communauté internationale des statisticiens, notamment sous l'impulsion du Bureau international du travail (BIT), est parvenue à une définition plus stabilisée, reposant sur deux piliers essentiels: le secteur informel et l'emploi informel.

Le secteur informel renvoie aux unités de production de petite taille , généralement des entreprises individuelles non agricoles , qui opèrent partiellement ou totalement pour le marché, emploient un nombre limité de personnes (souvent moins de cinq) et, surtout, ne disposent pas d'un enregistrement officiel.¹

Dans une perspective plus large, et afin de mieux saisir les mutations du travail induites par la mondialisation, la notion d'emploi informel a été développée pour englober non seulement les emplois exercés dans le secteur informel, mais également toutes les formes d'emploi non protégé au sein même du secteur formel. Ce dernier cas se caractérise par l'absence de couverture sociale, de contrat de travail ou d'autres formes de protection légale. Par convention, l'analyse de l'économie informelle ne couvre généralement pas les activités agricoles.²

1- Voir le BIT (2013), Mesurer l'informalité : manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel, BIT, Genève [Manual_Informality_FR.vp](#) (consulter le 10 octobre 2025).

2- François Roubaud, L'économie informelle est-elle un frein au développement et à la croissance économiques ?, Regards croisés sur l'économie 2014/1 n° 14,p110.

Il est crucial de rappeler que l'économie informelle constitue seulement une partie de ce que l'on appelle l'économie non observée ou non enregistrée. Elle doit être distinguée de l'économie souterraine, qui regroupe les activités destinées à échapper volontairement à la régulation publique, notamment fiscale, ainsi que de l'économie illégale, qui concerne la production de biens et services interdits par la loi³. Bien que ces différentes composantes renvoient à des logiques économiques distinctes, leurs frontières restent parfois poreuses ou des zones d'intersection subsistent entre elles.

Depuis plus d'une décennie, l'économie informelle s'est profondément enracinée dans la société tunisienne. Les périodes successives d'instabilité économique, politique et sociale ont contribué à renforcer ce phénomène⁴. Les activités informelles englobent un large éventail de secteurs, allant du commerce parallèle aux services non déclarés, en passant par l'artisanat, le transport et les micro-entreprises opérant hors cadre fiscal. Cette dynamique s'explique par la difficulté croissante pour les citoyens d'accéder à un emploi stable, par le manque d'opportunités dans l'économie formelle, mais aussi par des mécanismes institutionnels qui n'arrivent plus à intégrer les nouveaux besoins économiques et sociaux de la population.

3- OCDE, Manuel sur la mesure de l'économie non observée, p11 Manuel sur la mesure de l'économie non observée (FR)

Depuis plus d'une décennie, l'économie informelle s'est profondément enracinée dans la société tunisienne. Les périodes successives d'instabilité économique, politique et sociale ont contribué à renforcer ce phénomène⁴. Les activités informelles englobent un large éventail de secteurs, allant du commerce parallèle aux services non déclarés, en passant par l'artisanat, le transport et les micro-entreprises opérant hors cadre fiscal. Cette dynamique s'explique par la difficulté croissante pour les citoyens d'accéder à un emploi stable, par le manque d'opportunités dans l'économie formelle, mais aussi par des mécanismes institutionnels qui n'arrivent plus à intégrer les nouveaux besoins économiques et sociaux de la population.

En s'appuyant sur les données disponibles, l'ITES fournit des ordres de grandeur pour illustrer l'importance de l'informalité en Tunisie. C'est sur une population active employée de 3 566 000 personnes au quatrième trimestre de 2019, environ 1 599 000 étaient occupées dans le secteur informel, soit près de 44,8 % de l'emploi total. Par ailleurs, le secteur informel y est estimé à environ 27,4 % du Produit Intérieur Brut (PIB)⁵

4- Wajdi Kthiri et Habib Zitouna, Economie informelle traiter les causes plutôt que les symptômes, L'économie tunisienne 2024 "Quel avenir pour la résilience économique" Nirvana 2024 p171.

5- Mohamed Safouane Ben Aïssa, SECTEUR INFORMEL: INCLUSION, TRANSITION & CONFORMITE, INSTITUT TUNISIEN DES ÉTUDES STRATÉGIQUES, p16.

2 Les facteurs structurels alimentant l’informalité

La complexité administrative constitue l’un des obstacles majeurs qui poussent les acteurs économiques à rester en dehors du cadre formel. Les procédures d’enregistrement des entreprises en Tunisie sont souvent longues et fragmentées, nécessitant la navigation entre plusieurs administrations, la collecte de documents variés et le respect de normes parfois obsolètes ou incohérentes.⁶ Ces démarches engendrent des coûts directs et indirects importants, notamment en termes de temps, de ressources humaines et de dépenses pour se conformer aux exigences administratives, ce qui pèse lourdement sur les micro-entreprises et les petits opérateurs.⁷

La déclaration fiscale et le paiement des impôts représentent également un défi, car ils requièrent une expertise comptable que beaucoup de petits entrepreneurs ne possèdent pas, ce qui accroît le risque de sanctions et de pénalités.⁸ La perception d’une fiscalité disproportionnée, considérée comme trop élevée par rapport aux capacités financières des micro-entreprises, renforce le sentiment d’injustice et favorise le maintien dans l’informel.⁹

6- Institut Tunisien des Études Stratégiques (ITES), Secteur informel : inclusion, transition & conformité, 2023, p. 12-15.

7- Organisation Internationale du Travail (OIT), Rapport sur l’économie informelle en Afrique du Nord, Genève, 2020, p. 34-36.

8- Banque Mondiale, Tunisia Private Sector Assessment, 2019, p. 28-30.

9- OECD, Measuring the Informal Economy: Evidence and Policy Responses, 2003, p. 22.

Par ailleurs, la surveillance publique demeure inégale et insuffisante, notamment dans les zones périphériques et frontalières où l'économie parallèle est devenue un pilier de survie pour de nombreuses communautés.¹⁰ Dans ces régions, l'informalité est moins un choix qu'une nécessité, liée à l'absence d'infrastructures, à la faiblesse du marché du travail et à la présence limitée de l'État.¹¹ Le manque d'incitations concrètes pour encourager la formalisation, l'absence de programmes d'accompagnement ciblés et l'insuffisance de mesures fiscales adaptées renforcent encore cette tendance.¹² Le cadre réglementaire, souvent rigide et peu flexible, ne prend pas en compte les réalités économiques locales et les cycles d'activité propres aux petites entreprises, ce qui accentue le recours massif à l'informel.¹³ Enfin, ce contexte administratif et institutionnel s'inscrit dans une relation de confiance fragile entre les entrepreneurs et l'État, où les expériences passées de bureaucratie lourde et de sanctions disproportionnées renforcent la perception que l'informel offre plus de liberté, de réactivité et de sécurité économique que le secteur formel, malgré l'absence de protections sociales et de garanties légales.¹⁴

10- ITES, op. cit., p. 18-20

11- UNDP, Tunisia Human Development Report, 2021, p. 45-46.

12- ITES, op. cit., p. 21 et suite.

13- Banque Mondiale, op. cit., p. 32.

14- ITES, op. cit., p. 25.

Une relation conflictuelle entre citoyens et institutions

La montée de l’informalité en Tunisie s’enracine aussi dans une crise profonde de confiance entre les citoyens et les institutions publiques. Une large part des personnes concernées perçoivent l’État non pas comme un partenaire facilitant l’activité économique légale, mais comme un acteur rigide, bureaucratique, parfois inefficace ,voire corrompu , dont la régulation pèse lourdement sur les petites entreprises et les emplois précaires.¹⁵

Dans ce contexte, l’engagement volontaire dans le formel est peu attrayant, car beaucoup jugent qu’en retour de la conformité fiscale et administrative, l’État n’offre pas de contreparties tangibles : les services publics sont perçus comme insuffisants, les infrastructures inadéquates, et les bénéfices collectifs de la fiscalité peu visibles.¹⁶

Ce sentiment d’iniquité alimente une méfiance systémique. L’administration, souvent qualifiée de lente, opaque et peu accessible, renforce ce sentiment d’exclusion.¹⁷ Beaucoup d’acteurs, à raison ou à tort, estiment qu’ils ne seront pas en mesure de bénéficier pleinement des services ou des protections censées accompagner la régularisation de leurs activités : couverture sociale, retraite, protection des droits du travail, accès au crédit ou à des infrastructures, etc.

15- Institut Tunisien des Études Stratégiques (ITES), Secteur informel : inclusion, transition & conformité, 2023, p. 12-15, lien PDF

16- Banque Mondiale, Tunisia Private Sector Assessment, 2019, p. 28-30.

17- Voir ITES, op. cit., p. 18-20.

Au-delà des considérations économiques, ce phénomène s'inscrit dans une logique sociopolitique plus large. L'idée que l'État et ses institutions sont déconnectés des réalités quotidiennes des citoyens, qu'elles servent des intérêts particuliers ou qu'elles manquent de transparence, nourrit un sentiment d'injustice institutionnelle.¹⁹ Ce sentiment se transmet et se légitime via des réseaux sociaux, familiaux et communautaires, renforçant une culture de l'informalité comme « norme » ou « refuge » possible. Dans ce cadre, l'informel n'est pas seulement un espace de survie économique, mais aussi un espace de méfiance structurée, de contournement pragmatique d'un système perçu comme injuste.²⁰

Ce contexte rend la tâche des politiques publiques particulièrement difficile. Une simple imposition de règles ou un renforcement des contrôles risquent d'être contreproductifs si la confiance institutionnelle n'est pas restaurée.²¹ Les mesures coercitives peuvent être vues comme des vexations, poussant davantage de personnes dans la clandestinité économique plutôt que de les inciter à formaliser. À l'inverse, une stratégie de formalisation durable et efficace exige une transformation profonde de la relation entre l'État et les citoyens, passant par une gouvernance plus transparente, un accompagnement concret des micro-acteurs, et des garanties réelles de retour — que ce soit en termes de services publics, de protection sociale, de soutien à l'entreprise ou d'accès au financement.²²

18- UNDP, Tunisia Human Development Report, 2021, p. 45-46

19- Schneider, Friedrich, Shadow Economies: Size, Causes, and Consequences, *Journal of Economic Literature*, 2000, p. 77-114

20- Williams, Colin C., et Heike Schneider. Informality and the Underground Economy: Definitions, Measurement, and Policy Responses, ILO-WIEGO Working Paper, 2016

21- ITES, op. cit., p. 25.

22- Loayza, Norman V., The Economics of the Informal Sector, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, 1996, p. 129-162

Pour étayer cette analyse, il est utile de s'appuyer sur des recherches qui lient directement l'informalité à la confiance institutionnelle et à la qualité de gouvernance. Par exemple, des travaux comparatifs dans des pays en développement montrent que là où la confiance dans les institutions est faible, l'économie informelle a tendance à être plus prévalente.²³

Ces études démontrent que la perception de la justice fiscale, la transparence de l'administration et la prévisibilité des politiques publiques influencent fortement la décision des acteurs économiques de rester dans l'informel ou de se formaliser. Dans le cas tunisien, bien que les données empiriques restent fragiles, l'analyse sociologique et les rapports d'experts convergent vers l'idée que cette défiance est un facteur central de l'informalité généralisée, particulièrement dans les zones marginalisées ou défavorisées, où l'État est peu présent et la régulation quasiment inexistante.²⁴

En conclusion, la dimension institutionnelle: confiance, perception de l'équité, qualité de la gouvernance, est un déterminant aussi important que les coûts administratifs ou fiscaux dans l'expansion de l'économie informelle. Ignorer ce facteur revient à négliger l'une des racines les plus profondes du phénomène. Pour qu'une stratégie de formalisation soit crédible, elle doit intégrer des mécanismes de reconstruction de la confiance, une transparence effective, une justice fiscale perçue comme réelle, ainsi qu'un réel engagement de l'État à offrir des contreparties tangibles aux acteurs qui acceptent de jouer le jeu de la formalité.²⁵

23- Williams & Schneider, op. cit., 2016

24- Loayza, op. cit., 1996.

25- ITES, op. cit., p. 30.

Les impacts économiques et sociaux de l'informalité

L'économie informelle en Tunisie engendre des impacts économiques et sociaux profonds, qui vont bien au-delà de la simple noncontribution fiscale. Sur le plan économique, elle prive l'État de recettes fiscales essentielles, réduisant sa capacité à financer les services publics fondamentaux tels que l'éducation, la santé, les infrastructures ou la sécurité sociale. Cette érosion des ressources publiques crée un cercle vicieux : la faiblesse des services offerts par l'État alimente la méfiance des citoyens et des acteurs économiques envers les institutions publiques, renforçant ainsi l'attrait de l'informalité et limitant l'efficacité des politiques de formalisation²⁶.

Les pertes fiscales ne se traduisent pas uniquement par des contraintes budgétaires, elles affectent également l'environnement économique. La concurrence exercée par les opérateurs informels est souvent déloyale, car ces derniers échappent aux coûts de la fiscalité et aux obligations réglementaires imposées aux entreprises formelles. Cela fragilise les entreprises légalement enregistrées, réduit leur capacité de croissance, freine l'investissement privé et ralentit la modernisation du tissu productif national. Les secteurs les plus affectés sont souvent ceux où les barrières d'entrée sont faibles et où la réglementation est complexe, comme le commerce de détail, l'artisanat, le bâtiment ou certains services de proximité.²⁷

26- ITES, op. cit., p. 12.

27- Banque Mondiale, op. cit., p. 28.

Sur le plan social, les conséquences sont tout aussi préoccupantes. Les travailleurs informels se trouvent systématiquement exclus de la protection sociale, ce qui les expose à des revenus instables et à des risques professionnels importants, sans aucun filet de sécurité. Ils ne bénéficient pas des allocations chômage, de la couverture maladie, de la retraite ou de la sécurité en cas d'accident de travail, ce qui rend leur situation extrêmement vulnérable, notamment en période de crise économique ou sanitaire. Cette vulnérabilité a un effet d'entraînement sur les familles et les communautés, car elle limite l'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services essentiels, contribuant à la reproduction des inégalités sociales.²⁸

L'informalité engendre également des coûts indirects pour l'économie nationale. Elle limite la capacité de l'État à investir dans des infrastructures productives, dans le développement technologique et dans des programmes de soutien à l'innovation, ce qui freine la compétitivité globale du pays sur le plan international. De plus, la prolifération d'activités non réglementées peut encourager des comportements économiques risqués ou illicites, réduire la transparence du marché et alimenter un climat d'incertitude pour les investisseurs, locaux comme étrangers.²⁹

28- UNDP, Tunisia Human Development Report, 2021, p. 45-46

29- OECD, Measuring the Informal Economy: Evidence and Policy Responses, 2003, p. 22.

Enfin, l'informalité n'est pas seulement un problème de fiscalité ou de régulation, elle reflète également des tensions structurelles entre les citoyens et l'État. Le manque de mécanismes incitatifs pour la formalisation, l'absence de soutien concret aux micro-entrepreneurs et la perception d'injustice dans l'application des règles nourrissent un système où l'informel devient un refuge économique rationnel. Ainsi, pour lutter efficacement contre ce phénomène, les politiques publiques doivent combiner des mesures incitatives et coercitives, tout en rétablissant la confiance des citoyens dans la capacité de l'État à offrir des contreparties tangibles et une régulation équitable.³⁰

30- Voir Loayza, Norman V., *The Economics of the Informal Sector*, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, 1996, p. 129-162

Les limites des politiques publiques mises en œuvre

Malgré la mise en œuvre de plusieurs initiatives et réformes visant à encadrer l'économie informelle, les politiques publiques tunisiennes n'ont pas réussi à freiner de manière significative l'expansion de ce phénomène. L'une des principales limites réside dans le fait que ces mesures ont souvent été partielles, fragmentées ou de nature répressive, focalisées sur la contrainte plutôt que sur l'incitation. Ces approches ont eu tendance à ignorer la complexité et la diversité de l'informalité, qui ne se réduit pas à une simple évasion fiscale, mais résulte de facteurs économiques, sociaux et institutionnels interconnectés.

L'absence d'une stratégie nationale globale, intégrée et intersectorielle a empêché la cohérence des interventions et réduit leur impact. Les réformes fiscales et administratives successives, bien qu'elles aient introduit certaines simplifications, n'ont pas suffi à rendre les procédures adaptées aux réalités des micro-entrepreneurs ou des travailleurs informels. Les démarches d'enregistrement, de déclaration et de régularisation demeurent souvent complexes, coûteuses et chronophages, ce qui limite l'adhésion volontaire des acteurs économiques à la formalité.³¹

31- Banque Mondiale, Tunisia Private Sector Assessment, 2019, p. 28-31

En outre, le manque de communication institutionnelle et de campagnes de sensibilisation efficaces a empêché la création d'un climat favorable à la transition vers le formel. Les mesures ont parfois été perçues comme imposées « d'en haut », sans accompagnement concret ni garanties tangibles pour les acteurs économiques, renforçant ainsi la méfiance et le sentiment d'injustice institutionnelle. Cette carence en communication contribue à un déficit de confiance entre l'État et les citoyens, un facteur central dans le maintien des activités informelles.³²

Un autre facteur limitant l'efficacité des politiques publiques est l'absence de données actualisées, fiables et détaillées sur la taille réelle, la répartition sectorielle et géographique, ainsi que le profil socio-économique de l'informalité. Cette lacune complique considérablement la prise de décision et empêche de concevoir des interventions basées sur l'évidence, adaptées aux besoins spécifiques des différentes catégories d'acteurs économiques.³³

Enfin, les politiques adoptées ont souvent négligé les dimensions sociales et institutionnelles de l'informalité. Elles se sont concentrées sur la conformité réglementaire et fiscale sans s'attaquer aux causes structurelles du phénomène, telles que la bureaucratie excessive, le coût élevé de la formalisation, la faible protection sociale et la méfiance généralisée envers l'État. En conséquence, l'économie informelle demeure largement perçue comme un refuge rationnel, offrant flexibilité, survie économique et contournement de contraintes jugées injustes, ce qui limite l'impact des mesures coercitives ou incitatives isolées.³⁴

32- Schneider, Friedrich, *Shadow Economies: Size, Causes, and Consequences*, *Journal of Economic Literature*, 2000, p. 77-114
Williams, Colin C., et Heike Schneider. *Informality and the Underground Economy: Definitions, Measurement, and Policy*

33- Responses, ILO-WIEGO Working Paper, 2016

34- Schneider, Friedrich, *Shadow Economies and Corruption All Over the World*, *Eurasian Geography and Economics*, 2009, p. 220-249

La réduction durable de l'économie informelle en Tunisie exige une transformation systémique et coordonnée du cadre administratif, fiscal et institutionnel plutôt qu'une succession d'actions ponctuelles.

Il est impératif de commencer par une simplification profonde des procédures, avec l'objectif de réduire substantiellement les coûts en temps et en argent qui pèsent sur les micro-entrepreneurs et travailleurs indépendants, cette simplification doit inclure par exemple, la création d'un guichet unique (physique et numérique) pour l'enregistrement et la conformité, la réduction des pièces et agréments exigés, l'harmonisation des services entre administrations et la mise en place de délais maximaux de réponse administrative, le tout accompagné d'accompagnement technique pour les publics vulnérables. L'expérience internationale et les diagnostics nationaux montrent que la seule numérisation « cosmétique » ne suffit pas : elle doit s'accompagner d'un remaniement des procédures (réingénierie), d'une formation des agents publics et d'un soutien direct aux petites unités pour utiliser ces outils, sinon les barrières pragmatiques restent intactes.³⁵

35- ITES (Institut Tunisien des Études Stratégiques), Secteur informel : inclusion, transition & conformité, Policy Paper, février 2023, pp. 32-38 (diagnostic des procédures administratives et recommandations).

La mise en place d'un statut juridique spécifique et proportionné pour les micro-entreprises est une mesure clé pour faciliter une formalisation progressive et réaliste. Un tel statut devrait combiner des obligations comptables allégées, des régimes fiscaux simplifiés et des protections minimales (accès à la sécurité sociale de base, couverture maladie optionnelle, droits contractuels simplifiés), avec des périodes de régularisation et des exonérations temporaires ciblées pour accompagner la transition. Les pays qui ont adopté des statuts « micro » ou « entrepreneur individuel » accompagnés d'un accompagnement technique montrent des taux supérieurs d'adhésion volontaire et une meilleure pérennité des entreprises formalisées. En Tunisie, le diagnostic établi par l'ITES met en avant la nécessité d'un tel statut adapté à la diversité des activités informelles et à leur hétérogénéité territoriale.³⁶

Une réforme fiscale ambitieuse mais équitable est indispensable pour rendre la formalité attractive. Cela signifie introduire des barèmes progressifs et proportionnés pour les très petites unités, simplifier les assiettes (par ex. impôt forfaitaire ou régime micro-BIC/IR réduits), limiter la multiplicité des taxes locales, clarifier les obligations déclaratives et garantir la prévisibilité des règles dans le temps. À côté de la réduction des coûts fiscaux initiaux, il faut aussi assurer la transparence de l'utilisation des recettes (budget participatif local, rapports publics sur l'emploi des fonds) afin que les contribuables perçoivent des contreparties tangibles (services, infrastructures, protection sociale). Les études économiques long-cours montrent que l'augmentation de la progressivité fiscale, couplée à une transparence

36- ILO, The Informal Economy and Decent Work: A Policy Resource Guide (supporting transitions to formality), 2013 (principes pour statuts adaptés et régimes simplifiés).

réelle et à des incitations temporaires, réduit l'arbitrage vers l'informel et augmente l'assiette fiscale sur le moyen terme.³⁷

Le renforcement des capacités de contrôle et de régulation doit être repensé : au lieu d'une logique punitive qui pousse vers la clandestinité, les contrôles doivent être stratégiques, transparents et ciblés, combinant inspections modernisées (numérisation des déclarations, data-matching), procédures graduelles (d'abord avertissement, accompagnement, puis sanctions proportionnées) et mécanismes anti-fraude dédiés aux circuits réellement frauduleux. Parallèlement, une politique ferme et mesurable de lutte contre la corruption administrative est essentielle ; sans garanties d'impartialité et de probité dans l'action publique, toute incitation à la formalisation sera perçue comme risquée. Les recommandations de l'OIT et des instances internationales insistent sur l'articulation entre contrôle effectif, gestion des risques et renforcement de la gouvernance pour des transitions vers la formalité durables.³⁸

Le soutien économique et technique est un pilier opérationnel : l'accès au crédit formel (micro-crédit réglementé, garanties publiques partagées), des programmes de formation professionnels ciblés, un service de conseil technique local (comptabilité simplifiée, marketing, mise aux normes), et des dispositifs d'incubation pour les activités à fort potentiel favorisent la viabilité des entreprises une fois formalisées.

37- OECD, *Measuring the Non-Observed Economy: A Handbook*, 2002 (préconisations sur justice fiscale et transparence).

38- ITES, *op. cit.*, recommandations sur gouvernance et lutte contre la corruption, pp. 34-38.

Enfin, la communication institutionnelle et la reconstruction du pacte de confiance sont des dimensions transversales, indispensables pour assurer l'adhésion sociale aux réformes. Il s'agit d'élaborer une stratégie de communication transparente annonçant clairement les avantages concrets de la formalisation, les étapes de la transition, les droits et obligations, et les mécanismes de recours contre les pratiques illégitimes. Les campagnes doivent être décentralisées, multilingues, et co-construites avec les organisations professionnelles, associations locales et ONG pour toucher les publics vulnérables et lutter contre les rumeurs ou la défiance. En parallèle, la mise en place d'un système de suivi-évaluation public et accessible (indicateurs de formalisation, nombre d'enregistrements, recettes additionnelles, évaluations d'impact sectorielles) renforcera la reddition de comptes et la confiance des citoyens. Les guides de politiques de l'OIT et les bonnes pratiques internationales montrent que la combinaison : incitations et accompagnement et transparence, est la plus efficace pour des transitions durables vers la formalité⁴⁰

39- Banque mondiale, Tunisia — Economic Monitor & Private Sector Assessments (rapports 2019–2020), analyses sur l'accès au financement et l'accompagnement des PME/micro-entreprises.

40- Voir ILO, The Informal Economy and Decent Work: A Policy Resource Guide, 2013 (stratégies communication & suivi-évaluation)



إدراك IDRAK

Institute for Development Research
Analysis and Governance Knowledge

